



Déclaration liminaire de la FSU

CHSCT D 77

du lundi 29 juin 2020

Madame la Présidente du CHSCT, Mesdames, Messieurs,

Ce CHSCT, qui examine le bilan annuel, se tient alors que nous avons vécu et surmonté collectivement une crise sanitaire majeure. Crise qui risque malheureusement de se poursuivre. S'il est trop tôt pour faire le bilan de cette pandémie, il ne nous semble pas inutile d'en tirer tout de même quelques premiers enseignements afin d'agir pour améliorer les choses.

Il appartiendra à la justice d'établir les responsabilités exactes des membres du gouvernement et de l'administration centrale dans la gestion hasardeuse de la crise.

Dans une nouvelle étape, le président Macron a choisi dimanche 14 juin d'accélérer les modalités du déconfinement. Après avoir décidé dans la précipitation, et du fait d'une gestion calamiteuse des masques et des tests, le confinement de la population et ceci « quoi qu'il en coûte », il a promis de « se réinventer ». Il a montré ce dimanche là qu'il en était incapable. Son discours est resté dans le droit fil du « en même temps » en confirmant une orientation libérale, en manifestant la volonté de « travailler davantage » pour combler la dette, en l'habillant à peine d'une teinte sociale ou écologique.

La décision de rouvrir les écoles était déjà clairement dictée par un impératif économique laborieusement camouflé sous des préoccupations sociales parfaitement légitimes mais malheureusement invalidées par la liberté du choix laissé aux familles de confier à nouveaux leurs enfants à une école en mode protocole sanitaire.

Il aura fallu attendre le jeudi 18 juin 21h30 pour une diffusion officielle d'un protocole « allégé ». On constate alors que ce protocole n'est pas conforme au décret en vigueur. Il faut attendre le lundi 22 au matin, premier jour du retour massif des élèves, pour que le bon décret soit publié au journal officiel. Comment, dans cette précipitation et dans cette impréparation, les personnels peuvent-ils organiser ce retour dans de bonnes conditions? Comment les parents peuvent-ils croire que la sécurité sanitaire de leur enfant est assurée?

Les différentes modalités pratiques de réouvertures ont généré un travail considérable sur le terrain, dans les écoles et les collèges. Tous se sont démenés, depuis un mois et demi, pour appliquer les

différents protocoles sanitaires dans la hâte. Cette ignorance de la réalité de nos métiers par le ministère est inquiétante.

Le ministre Blanquer porte sans aucun doute une responsabilité importante dans cette méconnaissance. Nous avons déjà eu l'occasion de dénoncer le climat délétère alimenté par les déclarations du ministre de l'Education Nationale. Affirmant tout et son contraire, puis étant régulièrement démenti par le premier ministre, ses interventions intempestives dans les médias ont généré de la confusion, de l'incompréhension, et en définitive de l'angoisse chez les personnels et parfois les élèves.

En déclarant contre l'évidence que « tout était prêt pour la continuité pédagogique » fin mars ou en laissant penser fin mai que « tous les élèves allaient pouvoir être accueillis à l'école », il a alimenté la défiance de certains parents envers les enseignants, défiance qui a culminé juste avant l'application du nouveau protocole pour le 22 juin dans des séquences médiatiques de « prof bashing » d'une violence inédite.

La FSU dénonce avec la plus grande fermeté l'attitude du ministre, qui a refusé de réagir à ces attaques contre nos métiers. Bien au contraire, il s'est appuyé sur cette campagne haineuse pour essayer de monter les parents contre les professeurs.

Après ces derniers épisodes, la loi Blanquer, les réformes du lycée et de la voie professionnelle, la loi Fonction Publique et la réforme des retraites, la rupture est consommée entre les personnels de l'éducation et leur ministre. Et il est bien cruel, pour ne pas dire insupportable, d'entendre le président Macron saluer le rôle des corps intermédiaires et des syndicats après la publication des résultats du mouvement qui s'est fait, pour la première fois, dans l'opacité la plus totale et alors que les représentants du personnel n'ont pas été consultés sur le protocole et sa mise en application, ni même informés en amont de la diffusion à toute la profession.

La crise a pourtant bien montré que le dialogue social était indispensable. De nombreuses réunions se sont tenues. Elles ont permis d'échanger, de faire remonter les inquiétudes des personnels, de répondre à leurs attentes, aux questions très nombreuses qui se posaient. Mais le dialogue social, ce n'est pas seulement débattre des problèmes rencontrés, c'est aussi entendre et surtout accepter de prendre en compte les préoccupations des personnels. Dans les écoles et collèges, les directeurs, les chefs d'établissement et enseignants, cpe, aed sont épuisés, désabusés par les injonctions contradictoires qu'ils ont subies et méfiants face à une hiérarchie qu'ils jugent parfois ne pas toujours être à la hauteur.

La crise sanitaire a en effet montré la formidable capacité d'adaptation des personnels qui ont dû, du jour au lendemain, basculer sans préparation et sans formation dans le télétravail. Les enseignants ont dû, dans l'urgence et sans moyen, apprivoiser de nouveaux outils, mais surtout faire preuve d'une grande inventivité pédagogique pour continuer à accompagner leurs élèves. Leurs attentes en termes de formations sont d'autant plus importantes maintenant mais elles sont hélas très régulièrement déçues car perçues comme trop descendantes, inutilement injonctives (ex : priorités

Français /Maths aux dépens du reste dans le 1er degré), quand il ne s'agit pas d'une adaptation à des réformes majoritairement rejetées. Les enseignants sont pourtant des experts de la pédagogie et ils en ont encore une fois apporté la preuve.

Si on peut se féliciter, collectivement, de la manière dont les choses se sont passées dans le département, que ce soit sur le plan de l'accueil des enfants des personnels prioritaires, de la « continuité pédagogique », ou de la réouverture des écoles et collèges, on le doit à une mobilisation exemplaire de tous les acteurs de l'école publique et notamment des services de la DSDEN.

C'est pourquoi, nous ne pouvons accepter cette politique libérale sans issue qui fait exploser les inégalités scolaires et peser la menace d'une externalisation de certains domaines disciplinaires comme avec le 2S2C

La FSU tient enfin à souligner le rôle essentiel des CHSCT, qui sont eux aussi plus que jamais à la fois indispensables et menacés. Cette instance a permis la diffusion d'une culture de la santé au travail qui doit être encore étendue et renforcée. Nous appelons à ce que le rôle des CHSCT soit renforcé et rappelons notre opposition à leur dilution dans une grande instance qui absorberait tous les champs de compétences, au risque de revenir à la marginalisation de la santé au travail. Situation que nous connaissions avant leur instauration dans la Fonction publique.

Pour que le monde d'après ne soit pas le même que celui d'avant mais en pire, un changement de cap est nécessaire.